


Informations de base	
2025/2090(INI)	Procédure terminée
INI - Procédure d'initiative	
Mobilité militaire	
<b>Subject</b>	
6.10.02 Politique de sécurité et de défense commune (PSDC); UEO, OTAN	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commissions conjointes compétentes au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	SEDE	Sécurité et défense	AUŠTREVIČIUS Petras (Renew)	12/05/2025
	TRAN	Transports et tourisme	ZĪLE Roberts (ECR)	12/05/2025
			Rapporteur(e) fictif/fictive BEKE Wouter (EPP) JOŃSKI Dariusz (EPP) DI RUPO Elio (S&D) KALFON François (S&D) VANNACCI Roberto (PfE) GAMBINO Alberico (ECR) DEVAUX Valérie (Renew) STAČIS Mārtiņš (Greens/EFA) SINKEVIČIUS Virginijus (Greens/EFA) DEMIREL Özlem (The Left) KYLLÖNEN Merja (The Left) STOYANOV Stanislav (ESN)	
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Industrie de la défense et espace		KUBILIUS Andrius	

Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
08/05/2025	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
24/11/2025	Vote en commission		
26/11/2025	Dépôt du rapport de la commission	A10-0242/2025	
16/12/2025	Débat en plénière		
17/12/2025	Décision du Parlement	T10-0335/2025	Résumé
17/12/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2090(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 59 Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CJ57/10/02788

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE774.374	08/07/2025	
Amendements déposés en commission		PE777.035	17/09/2025	
Amendements déposés en commission		PE777.036	17/09/2025	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0242/2025	26/11/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0335/2025	17/12/2025	Résumé

## Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

### Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">TRAN</span>	28/11/2025	AVIONS DE TRANSPORT REGIONAL
BEKE Wouter	Rapporteur(e) fictif /fictive	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">SEDE</span>	10/11/2025	CRH plc

ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	06/11/2025	European Secure Parking Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	24/10/2025	DHL Group
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	23/10/2025	Société nationale SNCF
BEKE Wouter	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	21/10/2025	EIB
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	16/10/2025	Airbus
STAĶIS Mārtiņš	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	14/10/2025	European Logistics Platform
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	14/10/2025	European Logistics Platform
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	07/10/2025	Community of European Railway and Infrastructure Companies
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	02/10/2025	ALLRAIL Alliance of Rail New Entrants
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	01/10/2025	Forward Global Verso Energy
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	01/10/2025	European Transport Workers' Federation
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	26/09/2025	Forward Global Verso Energy
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	12/09/2025	Société des Transports Pétroliers par Pipeline
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	09/09/2025	FuelsEurope
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	09/09/2025	FuelsEurope
VANNACCI Roberto	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	09/09/2025	FERROVIE DELLO STATO ITALIANE S.p.A.
SINKEVIČIUS Virginijus	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	04/09/2025	UNIFE
STAĶIS Mārtiņš	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	04/09/2025	UNIFE
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	03/09/2025	RFE - Rail Forum Europe
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	03/09/2025	UIRR, International Union for Road-Rail Combined Transport METRANS a.s.
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	02/09/2025	Encompass Corporation
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	02/09/2025	UNIFE - The European Rail Supply Industry Association
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	25/08/2025	European Transport Workers' Federation
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	28/07/2025	Commission du Danube
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	22/07/2025	Société nationale SNCF
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	15/07/2025	SOPRA STERIA GROUP

AUŠTREVICIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	15/07/2025	Federation of European Private Port Companies and Terminals
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	02/07/2025	European association of abnormal road transport and mobile cranes
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	25/06/2025	European Sea Ports Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	25/06/2025	Royal United Services Institute
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	18/06/2025	Community of European Railway and Infrastructure Companies
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	18/06/2025	Community of European Railway and Infrastructure Companies
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	12/06/2025	European association of abnormal road transport and mobile cranes
AUŠTREVICIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	11/06/2025	European association for the abnormal road transport and mobile crane rental industry (ESTA)
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	10/06/2025	European Sea Ports Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	10/06/2025	UNIFE
BEKE Wouter	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	05/06/2025	European association for the abnormal road transport and mobile crane rental industry (ESTA)
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	04/06/2025	Deutsche Bahn AG
AUŠTREVICIUS Petras	Rapporteur(e)	SEDE	02/06/2025	European Logistics Platform
JOŃSKI Dariusz	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	22/05/2025	Ogólnopolskie Stowarzyszenie Pracodawców Transportu Nienormatywnego

## Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
DE MEO Salvatore	04/12/2025	FERROVIE DELLO STATO ITALIANE S.p.A.
JUKNEVIČIENĖ Rasa	19/11/2025	Loreta Liutkute, head of Lithuanian Railways Representation EU
YAR Lucia	03/09/2025	UIRR, International Union for Road-Rail Combined Transport METRANS
STAČIS Mārtiņš	19/05/2025	EUROPEAN RAIL INFRASTRUCTURE MANAGERS
SCHIEDER Andreas	13/05/2025	Kombiverkehr Deutsche Gesellschaft für kombinierten Güterverkehr mbH & Co. KG

## Mobilité militaire

2025/2090(INI) - 17/12/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 493 voix pour, 127 contre et 38 abstentions, une résolution sur la mobilité militaire.

### Contexte

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a relancé le débat sur la mobilité militaire, soulignant l'urgence de **faciliter le déploiement rapide de troupes, d'équipements et de moyens militaires à travers l'UE** afin de renforcer la dissuasion et la défense. La Russie représente une menace considérable pour la sécurité de l'UE, et le développement de la capacité de déploiement rapide de troupes et de moyens militaires sur le flanc oriental de l'UE est essentiel.

La mobilité militaire au sein de l'UE renforce considérablement la sécurité et la résilience des 27 États membres, notamment face à la recrudescence des actes de sabotage contre les infrastructures critiques et à l'émergence de menaces hybrides, à condition qu'elle puisse pleinement déployer son potentiel. Toutefois, des efforts considérables restent nécessaires pour **améliorer les liaisons de transport régionales et étendre le réseau paneuropéen**, en reliant les pays du nord de l'Union comme la Finlande et les États baltes à la péninsule ibérique au sud.

Malgré les progrès significatifs réalisés ces dernières années en matière de mobilité militaire, **d'importants obstacles réglementaires, administratifs et financiers**, ainsi que des goulets d'étranglement et des problèmes d'infrastructure, persistent. Il est urgent **d'intensifier les efforts coordonnés et intégrés** aux niveaux de l'UE, de l'OTAN et des États membres afin d'accroître les ressources et de lever ces obstacles physiques, juridiques et réglementaires.

### ***Réalités géopolitiques changeantes***

Le Parlement a salué l'ambition de l'UE et des États membres d'accroître sensiblement leur capacité de défense, de réduire leurs dépendances stratégiques, de combler les déficits capacitaires et de renforcer la base technologique et industrielle de défense européenne dans le cadre des politiques pertinentes de l'UE et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), et dans le contexte de l'OTAN. Il a souligné la nécessité stratégique d'investissements dans tous les États membres situés **le long des quatre corridors de mobilité militaire prioritaires de l'UE** - les corridors Nord, Est, Centre-Sud et Centre-Nord - car une mobilité militaire renforcée et efficace est essentielle à la sécurité de tous les États membres et de tous les citoyens européens.

Dans le but d'adopter une **vision commune** de la mobilité militaire, le Parlement a appelé à une préparation concrète en matière de mobilité militaire en s'orientant vers une approche globale de la logistique militaire, incluant la sécurité des infrastructures critiques, des plateformes de transport, la maintenance, le stockage, le ravitaillement, la réparation et les munitions.

### ***Financement***

La résolution a souligné la nécessité de maintenir, dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), un instrument de financement des transports de l'UE géré de manière centralisée et dédiée, tel que le **mécanisme pour l'interconnexion en Europe** (MIE), en tant que principale source de financement solide pour la mobilité militaire. Le Parlement a donc salué la proposition d'augmenter le budget alloué à la mobilité militaire dans le prochain CFP, qui prévoit plus de 50 milliards d'euros pour les transports au titre du MIE pour la période 2028-2034, dont **plus de 17 milliards d'euros** pour la mobilité militaire.

Le Parlement a rappelé la réduction sans précédent de 75% opérée par le Conseil au titre du CFP 2021-2027, une mesure contraire à la position du Parlement et de la Commission, et a souligné qu'une telle situation ne saurait se reproduire. Les députés ont insisté sur la nécessité **d'augmenter drastiquement les ressources** allouées à la mobilité militaire dans le cadre du prochain CFP afin de les aligner sur les besoins d'investissement estimés à au moins **100 milliards d'euros** pour moderniser en urgence les 500 points névralgiques recensés dans l'Union. La Commission est également invitée à simplifier les procédures d'obtention de financements pour les projets à double usage.

### ***Supprimer les obstacles à la mobilité militaire et progresser vers un «espace Schengen militaire»***

Le Parlement a réitéré son appel à la création d'un «espace Schengen militaire» et a exhorté la Commission à présenter sans plus tarder une **feuille de route** pour atteindre cet objectif. Il a réaffirmé sa profonde préoccupation face au manque actuel de réactivité et d'efficacité en matière de mobilité militaire et a demandé la mise en place d'un **guichet unique numérique européen** pour la délivrance des autorisations de mouvements transfrontières d'équipements militaires, incluant un système de priorité codifié et une base de données partagée avec l'OTAN.

### ***Renforcer la coopération UE-OTAN***

Les députés estiment qu'une mobilité militaire accrue renforce à la fois la PSDC et l'alliance transatlantique. Par ailleurs, l'OTAN s'appuie sur les infrastructures des États membres de l'UE pour le déploiement de ses troupes et de son matériel. Toutefois, le Parlement a déploré la persistance d'obstacles politiques et procéduraux au partage d'informations classifiées sur les réseaux logistiques entre l'OTAN et l'UE et a insisté sur la nécessité d'une **compréhension commune** à cet égard afin de dégager des synergies.

En outre, les députés ont appelé à l'organisation **d'exercices conjoints réguliers UE-OTAN et de tests de résistance** impliquant les forces armées, la protection civile, les gestionnaires d'infrastructures et les opérateurs de transport afin d'améliorer la communication et la coordination, de rationaliser les procédures et d'identifier et de lever les obstacles à la mobilité militaire. La coordination en matière de mobilité maritime devrait également être renforcée.

Le Parlement souhaite également que l'UE suive l'exemple de l'OTAN et veille à ce que les unités de réaction rapide puissent franchir les frontières intérieures de l'UE en **trois jours** en temps de paix et en **24 heures** en situation de crise.

Enfin, la résolution a souligné la valeur ajoutée de la participation exceptionnelle des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de la Norvège et de la Suisse, ainsi que de celle d'autres partenaires partageant les mêmes idées, au projet de mobilité militaire de la Coopération structurée permanente (CSP).